

Art. 2. – Le présent arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 18 octobre 2005.

BOHOUN BOUABRE.

ARRETE n° 384 MEMEF. du 18 octobre 2005 portant agrément de la société de courtage AARON.

LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu le traité instituant une organisation intégrée de l'industrie des assurances dans les Etats africains signé à Yaoundé le 10 juillet 1992 ;

Vu la loi n° 93-662 du 9 août 1993 autorisant le Président de la République à ratifier le traité sus-visé ;

Vu le décret 93-663 du 9 août 1993 portant ratification du traité sus-visé ;

Vu le décret n° 93-664 du 9 août 1993 portant publication du traité sus-visé ;

Vu le décret n° 2000-814 du 15 novembre 2000 portant organisation du ministère d'Etat, ministère de l'Economie et des Finances ;

Vu le décret n° 2003-65 du 13 mars 2003 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2003-102 du 24 avril 2003 portant attribution des membres du Gouvernement de Réconciliation nationale tel que complété par le décret n° 2003-398 du 24 octobre 2003 ;

Vu la décision du Président du Conseil des ministres de la Conférence interafricaine des Marchés d'Assurance du 6 février 1995 ;

Vu la demande d'agrément et les pièces à l'appui présentées par la société de Courtage en Assurance AARON ;

Sur proposition du directeur général du Trésor et de la Comptabilité publique,

ARRETE :

Article premier. – Est agréée en République de Côte d'Ivoire pour pratiquer les opérations de courtage d'assurances, la personne morale désignée ci-dessous :

Société de courtage en Assurance AARON, siège social Abidjan Plateau, 9 rue Augustin de Tessières, immeuble Baraderie et Loustallot, 3^e étage, porte 20. 01 B.P. 12487 Abidjan 01.

Art. 2. – Le présent arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 18 octobre 2005.

BOHOUN BOUABRE.

MINISTERE D'ETAT
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE n° 150 MINEME. CAB. du 18 juillet 2005 portant nomination de Mme BROU N'Goran Marie Chantal en qualité de Présidente du Conseil de Gestion du Centre ivoirien Anti-pollution (CIAPOL).

LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT,

Vu la Constitution ;

Vu la loi organique n° 96-766 du 3 octobre 1996 portant Code de l'Environnement ;

Vu le décret n° 2003-44 du 25 janvier 2003 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2003-62 du 10 mars 2003 portant délégation de compétence au Premier Ministre tel que modifié et complété par le décret n° 2003-90 du 11 avril 2003 ;

Vu le décret n° 2003-65 du 13 mars 2003 portant nomination des membres du Gouvernement de Réconciliation nationale tel que modifié par les décrets n° 2003-346 du 12 septembre 2003 et n° 2003-349 du 15 septembre 2003 ;

Vu le décret n° 2003-164 du 12 juin 2003 portant organisation du ministère d'Etat, ministère de l'Environnement ;

Vu le décret n° 91-662 du 9 octobre 1991 portant création d'un établissement public à caractère administratif (EPA) dénommé Centre ivoirien Anti-Pollution (CIAPOL) et déterminant ses attributions, son organisation et son fonctionnement ;

Vu les nécessités de service,

ARRETE .

Article premier. – Mme BROU N'Goran Marie Chantal, mle 256 116-W, conseiller technique chargé des Affaires juridiques, est nommée Présidente du Conseil de Gestion du Centre ivoirien Anti-Pollution (CIAPOL) en remplacement de M. YAPO Yapi appelé à d'autres fonctions.

Art. 2. – L'intéressée aura droit aux indemnités et avantages prévus par les textes en vigueur.

Art. 3. – Le présent arrêté qui prend effet à compter de la date de prise de service de l'intéressée sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 18 juillet 2005.

Angèle GNONSOA.

MINISTERE D'ETAT
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION
DU TERRITOIRE

DECRET n° 2005-314 du 6 octobre 2005 portant création de 520 communes.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre d'Etat, ministre de l'Administration du Territoire ;

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 80-1180 du 17 octobre 1980 relative à l'organisation municipale, modifiée par les lois n° 85-578 du 29 juillet 1985, n° 95-608 et n° 95-611 du 3 août 1995 ;

Vu la loi n° 2001-476 du 9 août 2001 d'orientation sur l'organisation générale de l'Administration territoriale ;

Vu la loi n° 2001-478 du 9 août 2001 portant Statut du District d'Abidjan ;

Vu la loi n° 2002-44 du 21 janvier 2002 portant Statut du District de Yamoussoukro ;

Vu le décret n° 91-10 du 16 janvier 1991 portant création de 10 circonscriptions administratives régionales ;

Vu le décret n° 96-665 du 28 août 1996 portant changement de dénomination de la région du Centre-Est, modification du ressort territorial des régions du Centre, du Centre-Nord, du Centre-Ouest et création de deux nouvelles circonscriptions administratives régionales ;

Vu le décret n° 97-17 du 15 janvier 1997 portant modification du ressort territorial des régions du sud et du Nord-Ouest et création de 4 nouvelles circonscriptions administratives régionales ;

Vu le décret n° 2000-283 du 20 avril 2000 portant modification du ressort territorial des Régions du Haut-Sassandra, de la Marahoué et des 18 montagnes et création de 2 nouvelles circonscriptions administratives régionales ;

Vu le décret n° 2000-482 du 12 juillet 2000 portant modification du ressort territorial de la région du Worodougou et création d'une nouvelle circonscription administrative régionale ;

Vu le décret n° 2002-142 du 11 mars 2002 portant création de 56 départements, collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 2003-65 du 13 mars 2003 portant nomination des membres du Gouvernement, tel que modifié et complété par les décrets n° 2003-346 du 12 septembre 2003 et n° 2003-349 du 15 septembre 2003 ;

Vu le décret n° 2003-102 du 24 avril 2003 portant attributions des membres du Gouvernement de Réconciliation nationale, tel que modifié par le décret n° 2003-398 du 24 octobre 2003 ;

Vu le décret n° 2003-165 du 12 juin 2003 portant organisation du ministère d'Etat, ministère de l'Administration du Territoire ;

Vu le décret n° 2005-242 du 2 juillet 2005 portant création du département de Bloléquin ;

Vu le décret n° 2005-251 du 7 juillet 2005 portant création des départements de : Akoupé, Nassian, Sikensi, Zouan-Hounien, Kouibiy, Prikro, Madinani, Minignan et Didiévi ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. – Il est créé dans la région de l'Agnéby, 27 communes dénommées ci-après :

Département d'Agboville

Aboudé	Ananguié	Attobrou	Céchi
Grand Morié	Grand Yapo	Guessigié	Lovigié
Offoumpo	Oress-Krobou		

Département d'Adzopé

Abié	Abongoua	Ananguié	Annépé
Assikoi	Bécédi-Brignan	Biasso	Biéby
Boudépé	Diasson	Grand-Akoudzin	Miadzin
Moapé	Yakassé-Mé.		

Département d'Akoupé

Bacon	Bécouéfin.
-------	------------

Art. 2. – Il est créé dans la région du Bafing, 12 communes dénommées ci-après :

Département de Touba

Booro-Borotou	Dioman	Doh	Ferentela
Foungbesso	Gouékan	Mahandougou	Mandougou
Massala-Barala	Niokosso	Saboudougou	Sokourala-Mahou.

Art.3. – Il est créé dans la région du Bas-Sassandra, 43 communes dénommées ci-après :

Département de San-Pédro

Adjaméné	Djapadji	Doba	Dogbo
Gabiadji	Gligbeuadji	Grobomou-Dan	Iboké
Kpoté	Oueoulo	Touih	Waté.

Dapartement de Sassandra

Dabouyo	Dakpadou	Gnégrouboué	Grihiri
Kokolopozo.	Pauly-Brousse		Sago.

Département de Soubré

Dapéoua	Gbazoa	Gnogboyo	Ipouadji
Koréakinou	Lessiri	Liliyo	Mabéhiri I
Okrouyo	Ottawa	Oupoyo	Takoréagui
Wonséaly	Yabayo	Yacolidabouo.	

Département de Tabou

Dapo-Iboké	Djamandioké	Djouroutou	Gnato
Mahino	Ménéké	Olodio	Para
Podoué.			

Art. 4. – Il est créé dans la région du Denguélé, 15 communes dénommées ci-après :

Département de Madinani

Fengolo	Gbongaha	Ngoloblasso	Siansoba.
---------	----------	-------------	-----------

Département de Minignan

Gouenzou	Kimbirila-Nord	Mahandiana-Sokourani	Sokoro.
----------	----------------	----------------------	---------

Département d'Odienné

Bougousso	Dabadougou-Mafélé	Férémandougou	Gbéléban
Kimbirila-Sud	Nafana-Sienso	Sokorodougou.	

Art. 5. – Il est créé dans la région du Fromager, 16 communes dénommées ci-après :

Département de Gagnoa

Bayota	Dahiépa-Kéhi	Dignago	Dougroupalégnoua
Doukouyo	Galébouo	Gnagbodougnoa	Mabouo
Sérihio	Téhiri	Toutoubré	Yopohoué.

Département d'Oumé

Guépahouo	Kouaméfla	Lahouda	Tonla.
-----------	-----------	---------	--------

Art. 6. – Il est créé dans la région du Haut-Sassandra, 32 communes dénommées ci-après :

Département de Daloa

Bandiahi	Belleville	Bla	Dédégbeu
Domangbeu	Gadouan-Zagoréta	Gonaté	Guessabo
Kibouo	Luénoufla	Namanou	Zaïbo Zalié-Houan
Zébra	Zokoguhé	Zoukpangbeu.	

Département d'Issia

Boguédia	Broma	Gogoguhé	Iboguhé
Nahio	Namané	Tapéguia	Tézié.

Dépaartement de Vavoua

Bazra-Nattis	Banoufla	Dananon	Dania
Kéto-Bassam	Pélézi	Séitifla	Yourédoula.

Art. 7. – Il est créé dans la région des Lacs, 25 communes dénommées ci-après :

Département de Didiévi

Boli	Kondrokro-Djassanou	Kpèbo	Molonou-Blé
N'Gban Kassé	N'Guyakro	Raviart.	

Département de Tiébissou

Ahounansou-Alahou	Lomokankro	Molonou	N'Gattadolikro
Pranoi	Yakpabo-Sakassou.		

Département de Toumodi

Angoda	Bonikro	Kpouèbo	Loukou-Yaokro
Moronou.			

District de Yamoussoukro

Attiégouakro	Kossou	Lolobo	Morokinkro
Ouffouédiékro	Subiakro	Zambakro.	

Art. 8. - Il est créé dans la région des Lagunes, 41 communes dénommées ci-après :

District d'Abidjan

Akoupé-Zeudji	Attinguié	Brofodoumé	Eloka
Kossihouen.			

Département d'Alépé

Aboisso-Comoé	Danguira	Grand-Alépé	Kodioussou
Kossandji	Memni	Monga	Oghiwapo.

Département de Dabou

Akradio	Bouboury	Cosrou	Lopou
Orbaff	Toupah.		

Département de Sikensi

Gomon	Sahuyé.		
-------	---------	--	--

Département de Grand-Lahou

Ahouanou	Bacanda	Ebounou	Toukouzou.
----------	---------	---------	------------

Département de Jacquerville

Abraco	Irobo	Nigui Assoko	Nigui Saff
Tiagba.			

Département de Tiassalé

Attiguéhi	Binao-Boussoué	Botindé	Kondiébouma
Koyékro	Leleblé	Morokro	N'Douci
N'Zianouan	Pacobo	Sokrogbo.	

Art. 9. - Il est créé dans la région de la Marahoué, 20 communes, dénommées ci-après :

Département de Bouaflé

Banfla	Bannoufla	Bégbessou	Bozi
Koudougou	N'Douffoukankro	Pakouabo	Tibétia
Zaguiéta.			

Département de Sinfra

Bazré	Huafla	Kononfla	Kouétinfla.
-------	--------	----------	-------------

Département de Zuénoula

Iriéfla	Kanzra	Maminigui	Manfla
Mínfla	Vouéboufla	Zanzra.	

Art. 10. - Il est créé dans la région des 18 Montagnes, 41 communes dénommées ci-après :

Département de Bangolo

Bléniméouin	Diéouzon	Gohouo-Zagna	Guinglo-Tahouaké
Zéo	Zou.		

Département de Biankouma

Blapleu	Brima	Gbablasso	Gbangbéguiné
Gouané	Gouiné	Gourané	Mangouin
Santa	Yorodougou.		

Département de Danané

Daleu	Gbon-Houyé	Gouotro	Kouan-Houlé
Mahapleu	Séileu.		

Département de Kouibly

Nidrou	Poumbly	Sémien	Tiény-Siably
Totrodrou.			

Département de Man

Douélé	Gbatongouin	Gbofesso-Sama	Gotongouiné I
Kiélé	Podiagouiné	Yapleu	Zagoué.

Département de Zouan-Hounien

Banneu	Glangleu	Goulaleu	Guiamapleu
Téapleu	Yelleu.		

Art. 11. - Il est créé dans la région du Moyen-Cavally, 25 communes, dénommées ci-après :

Département de Bloléquin

Diboké	Doké	Tinhou	Zéaglo.
--------	------	--------	---------

Département de Duékoué

Bagohouo	Diahouin	Dibobly	Diourouzon
Gbapleu	Guéhiébly	Guézon.	

Département de Guiglo

Bédi-Goazon	Kaadé	Kéibly	Nizahon
Petit Guiglo	Sakré	Zagné	Zro.

Département de Toulépleu

Bakoubly	Bohobli	Méo	Nézobly
Péhé	Tiobly.		

Art. 12. - Il est créé dans la région du Moyen-Comoé, 20 communes, dénommées ci-après :

Département d'Abengourou

Abronamoué	Affalikro	Amélékia	Aniassué
Appoisso	Apprompronou	Diamarakro	Ebillassokro
Ehuasso	Sankadiokro	Satikran	Tahakro
Yakassé-Feyassé	Zaranou.		

Département d'Agnibilékrou

Akoboissué	Damé	Duffrébo	Manzanouan
Tanguélan	Yobouakro.		

Art. 13. - Il est créé dans la région du N'Zi-Comoé, 27 communes dénommées ci-après :

Département de Bocanda

Bengassou	Kouadioblékro	Mékro	N'Zécérézessou.
-----------	---------------	-------	-----------------

Département de Bongouanou

Abongoua	Andé	Assahara	Assié-Koumassi
Bouadikro	Brou Akpaoussou	Kotobi	Krégbé
N'Guessankro	N'Zué-Kokoré	Sérébissou.	

Département de Daoukro

Ananda-Kouadiokro	N'Gattakro	Samanza.
-------------------	------------	----------

Département de Dimbokro

Abigui	Diangokro	Nofou.
--------	-----------	--------

Département de M'Bahiakro

Allangouassou Attokro-Rékesso Bonguéra
N'Zi-N'Ziblékro.

Département de Prikro

Babakro Koffi-Amonkro.

Art. 14. – Il est créé dans la région des Savanes, 43 communes dénommées ci-après :

Département de Boundiali

Baya Blésségué Ganaoni Kébi
Mahalé N'Déou Ponondougou Sianhala
Siempurgo Sissédougou Zaguinasso.

Département de Ferkessedougou

Bilimono Kaouara Korokaha Lafokokaha
Lamékaha Nabingué Nafana Pogo
Sikolo Tiékpé.

Département de Korhogo

Bengué-Bougou Boron Bougou Dagba
Kadioha Kagbolodougou Kalaha Kaloa
Kanoroba Katogo Kiémou Kombolokora
Lataha Nafoun N'Ganon Ouattaradougou
Sohouo Tangafla.

Département de Tengréla

Bolona Dèbètè Nèguépié Papara.

Art. 15. – Il est créé dans la région du Sud-Bandama, 25 communes dénommées ci-après :

Département de Divo

Chiépo Dahiri Dairo-Didizo Dassioko
Didoko Gbagbam Hermankono-Diès Hermankono-Garo
Lauzoua Nébo Ogoudou Tiégba
Yocoboué Zégo Ziki Diès.

Département de Lakota

Akridou-Laddé Gnakouboué I Godiéko Gogné
Goudouko Kadéko Néko Niakoblognoa
Niambézaria Satroko.

Art. 16. – Il est créé dans la région du Sud-Comoé, 17 communes dénommées ci-après :

Département d'Aboisso

Adjouan Ahigbé-Koffikro Bianouan Kétesso
Koffikro-Afféma Kouakro Krindjabo Yaou.

Département d'Adiaké

Assini-Mafia Etuéboué Etuéssika Frambo
Noé Nouamou.

Département de grand-Bassam

Bongo Larabia Ono.

Art. 17. – Il est créé dans la région de la Vallée du Bandama, 30 communes dénommées ci-après :

Département de Béoumi

Affotobo Ando-Kékérénou Kondrobo Lolobo
Marabadiassa N'Guessankro.

Département de Bouaké

Abolikro Bamoro Krofoinsou Languibonou
Lengbrè Saminikro.

Département de Dabakala

Finéssiguédougou GbambéléDougou Kokoumba
M'Borla-Dioulassa. Namahounondougou Niéméné
Tindéné-Bambarasso Yaossédougou.

Département de Katiola

Badikaha Ferké 2 Kanagonon Niédiékaha
Ouréguékaha Timbé.

Département de Sakassou

Assandré Ayaou-Sran Dibri-Assirikro Toumodi-Sakassou.

Art. 18. – Il est créé dans la région du Worodougou, 23 communes dénommées ci-après :

Département de Mankono

Bouandougou Dandougou Dialakoro Dianra-Village
Faraba Fizanlouma Kamaro Kouatta
Marandallah Somokoro Soukourougban Tomono
Yérétiélé.

Département de Seguéla

Béréni-Dialla Bobi Diarabana Fadiadougou
Gbétogo Gbogolo Kamalo Kato
Mananbri Tégouéla.

Art. 19. – Il est créé dans la région du Zanzan, 38 communes dénommées ci-après :

Département de Bondoukou

Appimadoum Bondo Dimandougou Flatchédougou
Gouméré Kamala Kouassi-N'Dawa Laoudi-Ba
Massadougou Pinda-Boroko Sapli-Sépingo Sorobango
Tabagne Tambi Taoudi Yézimala
Yorobodi.

Département de Bouna

Bouko Danao Kounzié Ondéfidou
Tougbo Varalè.

Département de Nassian

Kotouba Sominassé.

Département de Tanda

Adoukro Amanvi Boahia Dadiassé
Diamba Djoro-Djoro Kotoganda Kotronou
Kouassi-Aniangui N'Dakro Tankessé Tiédio
Tienkoikro.

Art. 20. – Les limites territoriales des communes ci-dessus visées seront fixées par décret en Conseil des ministres.

Art. 21. – Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires.

Art. 22. – Le ministre d'Etat, ministre de l'Administration du Territoire est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 6 octobre 2005.

Laurent GBAGBO.